

Interview de Jacques Santer: la deuxième phase de l'Union économique et monétaire (Sanem, 6 avril 2006)

Source: Interview de Jacques Santer / JACQUES SANTER, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Sanem: CVCE [Prod.], 06.04.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:11:00, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jacques_santer_la_deuxieme_phase_de_l_uni_on_economique_et_monetaire_sanem_6_avril_2006-fr-9eeaf23f-23f7-49f6-8201-88bc92637fb4.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jacques Santer: la deuxième phase de l'Union économique et monétaire (Sanem, 6 avril 2006)

[Étienne Deschamps] Venons-en maintenant aux questions monétaires, en l'occurrence à l'Union économique et monétaire. En décembre 1995, le Conseil européen de Madrid a confirmé l'échéance de 1999 pour le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire. C'est d'ailleurs à ce moment-là que le nom d'euro a été retenu pour la future monnaie unique. Quelle a été l'action de la Commission européenne, que vous présidiez alors, pour assurer le succès progressif, le succès de ce passage progressif à l'euro?

[Jacques Santer] Lorsque je suis arrivé à la Commission européenne, un des points majeurs prioritaires de notre programme était précisément l'introduction de la monnaie unique et de la réalisation de l'union monétaire. Et donc, une des premières grandes actions que nous avons entreprise, était précisément d'établir le livre vert. Je crois que le livre vert a été établi en mai, au mois de mai 1995, donc tout de suite à la suite de notre avènement. Monsieur Yves-Thibault de Silguy était le commissaire en charge des Affaires monétaires, sous mon autorité. Je gardais l'autorité en matière monétaire. Et nous avons établi ce livre vert, qui devait prévoir les différentes étapes vers la réalisation de l'union monétaire, telle qu'elle a été définie dans les traités, dans le traité, d'ailleurs, de Maastricht. C'était donc en mai 1995 – et je dois dire – à l'époque notre livre vert a suscité beaucoup de résistance, surtout de la part des Allemands. Je me rappelle encore, le président de la Bundesbank allemande, à l'époque monsieur Tietmeyer, lorsqu'il a eu vent, ou a eu le projet de notre livre vert, il m'a téléphoné, parce qu'on se connaissait – il était secrétaire d'État aux Finances, lorsque j'étais ministre des Finances – donc on avait de bonnes relations, avant qu'il devienne président de la banque... de la Bundesbank. Alors, il est venu me voir à Bruxelles, en catastrophe, pour dire: «Écoutez, parce que nous avons beaucoup de résistance, la monnaie unique doit être une monnaie forte, parce qu'on ne peut pas admettre une monnaie unique qui soit moins forte que le *deutschemark*. Et le *deutschemark* était à l'époque la monnaie la plus forte. Alors, on a convenu, à la suite d'une discussion qu'on a eue chez moi à Bruxelles, que j'établisse une préface que moi je rédigerai avec son accord bien évidemment. Et alors, sur le week-end, j'ai rédigé avec mes services évidemment, une préface pour dire dans quelle direction la Commission verrait l'aboutissement de la monnaie unique. Et avec ça, il était d'accord et alors on pouvait laisser filer notre livre vert, qui alors a suscité un certain intérêt, parce qu'auparavant la discussion autour de la monnaie unique était au point mort. Lorsque je suis arrivé là, parce que personne n'osait... c'était comme une patate chaude, que chacun cherchait à passer d'une main à l'autre. Mais alors on a pris le taureau par les cornes et on a engagé la procédure. Ce n'était pas facile, je me rappelle, sous présidence espagnole, c'était en 1995, on avait également un conseil informel. C'était à Formentor, en Espagne. Où à ce moment-là, il y avait le ministre des Finances allemand, Waigel, qui a dit: «Mais il y a seulement les pays qui rentrent dans l'Union qui ont une monnaie forte et c'est impossible par exemple, il a dit, que l'Italie puisse accéder à...» C'était un grand branle-bas. Le chancelier Kohl a dû intercéder pour calmer l'esprit des Italiens, etc. C'était donc une réelle controverse à l'époque. Aujourd'hui on considère cela comme donné, mais c'était vraiment une grande controverse à l'époque, mais on s'est engagé.

Le nom également a fait controverse, parce qu'à l'époque il y avait l'écu qui était une invention de la part de monsieur Giscard d'Estaing avec monsieur Helmut Schmidt, etc. Monsieur Giscard d'Estaing qui ne comprend pas, encore aujourd'hui, pourquoi on ne puisse pas admettre encore l'écu. Mais les Allemands disaient: «L'écu, ça ne dit rien en allemand, ça c'est «ecu» et ça ne veut rien dire». Alors, il y avait plusieurs noms. À un moment donné, les Allemands étaient d'accord avec «franc», parce que ça leur disait quelque chose, les Français également. J'avais une conversation avec monsieur Balladur et avec monsieur Kohl, à l'époque. C'était d'ailleurs sur le perron de l'Élysée, lorsqu'il y avait changement de président, lorsque monsieur Chirac donnait une réception comme président de la République avec monsieur Mitterrand, etc. Alors, on était en conversation sur le perron de l'Élysée, et alors il a dit «Mais oui, franc ça pourrait convenir». Alors, ils m'ont chargé de faire la consultation des autres collègues. Alors, j'ai vu Felipe González et il m'a dit: «C'est pas possible, *franco* en Espagne, c'est pas possible d'admettre ça, c'est suicidaire pour l'Espagne!». Alors qu'on ne savait pas encore si l'Espagne allait devenir membre ou non du groupe euro. Et puis, il y avait encore «florin», c'était également en discussion. Florin, parce que le florin, pendant la Renaissance, était la monnaie la plus utilisée en Europe. Mais, ça n'allait pas non plus. Alors, on

est arrivé à «euro-démarche». On voulait, à un moment donné, «euro» et puis la dénomination des différentes monnaies. Alors, on a dit non ça, on ne peut pas le dire. Et puis on a proposé «euro». Les Grecs avaient encore des difficultés avec euro, parce que «evro» en grec, ça veut dire urine. Alors on disait, mais on ne peut pas admettre ça. On a laissé aux Grecs leur alphabet propre à faire ça. Donc, il y a eu pas mal de discussions même sur un sujet qui aujourd'hui est passé dans les mœurs, comme ça, comme on dit. Mais à l'époque c'était une grande conversation et... un sujet de conversation en tout cas.

On a donc accepté l'euro et alors, on a travaillé là-dessus. On a travaillé là-dessus, sur les plans de convergence, ce n'était pas facile. Il y a eu alors cette revendication allemande du plan de stabilité, qu'il faut voir dans ce contexte-là. Parce que l'Allemagne toujours, disant: il faut avoir une monnaie unique européenne qui soit aussi forte que notre *deutschemark*. Et pour assurer cela, il faut un plan de stabilité économique et monétaire, parce qu'il ne suffit pas de réaliser les critères pour entrer dans le club, il faut également réaliser les critères, lorsqu'on est membre de ce club. C'était ça le raisonnement. Alors monsieur Waigel, avec monsieur Stark, qui était à l'époque secrétaire d'État, ont proposé un pacte de stabilité monétaire, qui n'était pas communautaire à l'époque. Alors, nous nous sommes opposés. C'était intergouvernemental. Alors, on a dit, ça ne va pas comme ça. Alors, on n'était pas sur la même longueur d'ondes. On a eu de longues discussions avec monsieur Waigel, avec nous-mêmes, pour dire «Écoutez, il faut intégrer cela dans l'esprit communautaire». Alors, on a changé tout cela et nous avons fait une proposition à ce moment-là. Monsieur de Silguy a fait une proposition qui est passée par le comité monétaire, par nos instances, etc. Et c'est comme ça que l'esprit du pacte de stabilité monétaire est né. Mais qui a connu également jusqu'à sa réalisation pas mal de rebondissements, où notamment les Français, et d'autres, n'étaient pas d'accord. Alors, c'était à Dublin, je me rappelle bien, où on était sur le point de ne pas trouver d'accord, parce que les ministres des Finances ne voulaient pas... Alors, pendant le Conseil européen de Dublin, on a chargé monsieur Juncker, à l'époque, qui était à la fois Premier ministre et ministre des Finances – parce qu'entre-temps moi j'avais quitté – avec moi-même et d'autres de faire un groupe de travail pour voir de quelle façon on peut trouver une solution. On a trouvé alors de nouveau un compromis, qui a été intégré dans ce fameux projet de pacte de stabilité monétaire et qui alors, a trouvé l'accord de tous les États, à ce moment-là. Mais après évidemment, cet accord a de nouveau prêté à discussion. On a de nouveau changé par après. Mais ça, c'était donc une vraiment difficile histoire, c'est pourquoi il est tellement difficile également de changer à l'heure actuelle les termes de ces accords, qui ont été réalisés. Je crois que malgré tout, que le pacte de stabilité monétaire, tel qu'il a été réformé maintenant, maintient l'esprit essentiel tel qu'il a été conçu, même s'il a une certaine adaptation à mon sentiment logique par après.